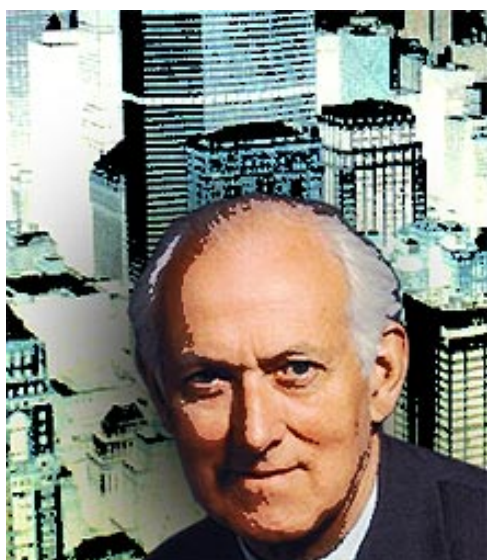


AU COEUR DE LA RÉACTION

## Le Manhattan Institute, laboratoire du néo-conservatisme



Pour répandre la pensée libertarienne, Sir Anthony Fisher a créé 90 instituts dans le monde. Au centre de cette toile, le Manhattan Institute de New York joue le rôle de briseur de tabous. La « *Révolution conservatrice* » qu'il promeut veut éliminer la contre-culture des années 60 et en finir avec le féminisme. Surtout, elle vise à démanteler les services sociaux et à repousser les populations noires et pauvres hors de la mégalopole. C'est là qu'ont été élaborés les discours de l'intolérance moderne : l'inadaptabilité des Noirs, le « *zéro tolérance* » face aux incivilités et la « *compassion basée sur la foi* ». C'est là qu'ont été formés les politiciens républicains de la Côte Est comme Rudolf Giuliani.

page 2

### Darfour : le mot « génocide » au cœur du débat

TRIBUNES LIBRES  
INTERNATIONALES

Morton Abrahamowitz et Samantha Power dénoncent l'incurie du Conseil de sécurité face au « génocide » du Darfour et appellent à une intervention, avec ou sans l'ONU. Le crime de génocide enclenche en effet une intervention internationale, note le docteur Jean-Hervé Bradol, président de Médecins sans frontières. C'est pourquoi il convient aussi bien aux États-Unis qu'aux associations humanitaires même si les faits ne correspondent pas à la définition.

page 10

REPÈRE : 16 SEPTEMBRE 1846

### Guerre civile religieuse dans l'Illinois

Dans l'Illinois, la secte des Mormons prend de l'ampleur, tandis que le fondateur Joseph Smith sombre dans un délire théocratique et autoritaire. Ayant proclamé le royaume indépendant de Nauvoo et fait expulser tous les « *mécréants* », il est arrêté avec son frère et sera assassiné dans sa prison par une foule en colère qui réclame l'expulsion des Mormons. Le 16 septembre 1846, un millier d'hommes de la Milice entreprennent le siège de la ville de Nauvoo. Après une semaine de bombardements, les Mormons négocient une reddition contre la promesse que leurs vies et leur fermes seront préservées. Le commandant Brockman accepte, mais les membres de la Milice s'emparent de la ville et la pillent, violant et tuant un grand nombre de membres de la secte. Les survivants décident alors de fuir vers l'Ouest, dans le désert, où ils fonderont Salt Lake City. ■



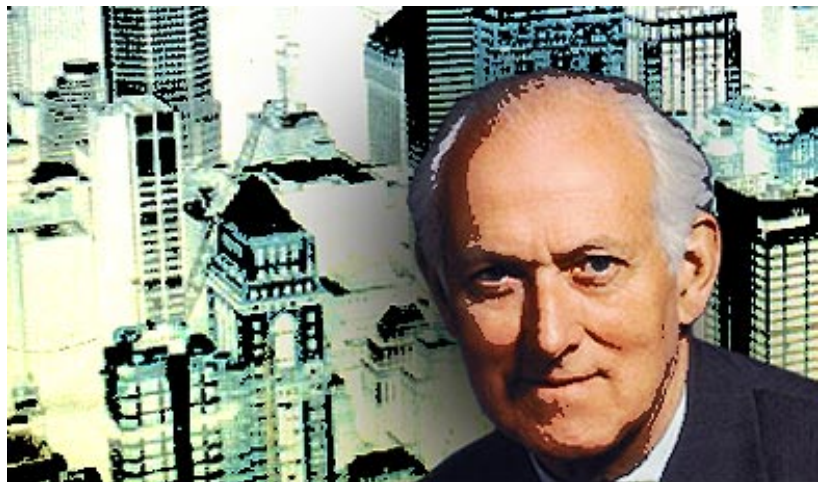
### REVOILÀ LES ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE IRAKIENNES

On ne retrouvera pas les armes de destruction massive irakiennes car elles viennent d'être utilisées. Des services secrets occidentaux (MI6 et CIA) auraient découvert qu'elles avaient été transférées vers un autre État de « l'Axe du Mal », la Syrie. De là, elles auraient été transportées au Soudan où le gouvernement les aurait utilisées pour commettre un génocide au Darfour, rapporte le quotidien atlantiste allemand *Die Zeit*. Peu importe donc que les inspecteurs onusiens d'Hans Blix aient montré que Saddam Hussein n'avait pas d'armes de destruction massive, et que les enquêteurs états-uniens du Groupe de surveillance de David Kay l'aient confirmé. Dès lors, on comprend mieux les déclarations de Colin Powell et Jack Straw selon lesquels « *un génocide [a] eu lieu au Darfour* ». L'essentiel est que Washington et Londres aient un prétexte pour intervenir au Soudan dont ils convoitent les champs pétroliers. ■

Au coeur de la réaction

# Le Manhattan Institute, laboratoire du néo-conservatisme

**Pour répandre la pensée libertarienne, Sir Anthony Fisher a créé 90 instituts dans le monde. Au centre de cette toile, le Manhattan Institute de New York joue le rôle de briseur de tabous. La « Révolution conservatrice » qu'il promeut veut éliminer la contre-culture des années 60 et en finir avec le féminisme. Surtout, elle vise à démanteler les services sociaux et à repousser les populations noires et pauvres hors de la mégalopole. C'est là qu'ont été élaborés les discours de l'intolérance moderne : l'inadaptabilité des Noirs, le « zéro tolérance » face aux incivilités et la « compassion basée sur la foi ». C'est là qu'ont été formés les politiciens républicains de la Côte Est comme Rudolf Giuliani.**



Sir Anthony Fisher

Le multi-millionnaire britannique Anthony Fisher, né en 1915, a été l'un des acteurs les plus influents de la montée en puissance des think-tanks libertariens dans la seconde moitié du XXe siècle. Lecteur de Friedrich von Hayek [1] dès 1945, il le rencontre la même année. L'économiste le convainc de la nécessité de mettre en place un réseau de think-tanks pour soutenir le projet de changement de société. Fisher s'y emploie, grâce à son importante fortune et au réseau qu'il

a noué à la société du Mont Pèlerin : en 1955, il crée à Londres l'Institute of Economic Affairs, avec Ralph Harris, puis en 1977 à New York l'International Center for Economic Policy Studies (ICEPS), avec l'aide de l'éminent avocat états-unien, William Casey, qui deviendra plus tard directeur de la CIA [2]. D'après Loïc Wacquant, les deux hommes souhaitent que l'institut « *applique les principes de l'économie de marché aux problèmes sociaux* » [3]. Parallèlement, Sir Anthony Fisher met en place un organisme de conseil et de financement pour aider les libertariens du monde entier à créer des think tanks équivalents dans leurs propres pays. C'est l'International Institute for Economic Research, qui engendre l'Atlas Economic Research Foundation en 1980 et l'International Policy Network en 2001. En une trentaine d'années, Fisher installe ainsi 90 centres de recherches dans 39 pays [4].



William Casey

Le comité directeur d'ICEPS comprend Lew Lehrman [5], Irving Kristol [6], Ed Feulner [7] et William Casey. Sous l'influence de Charles H. Brunie [8], et de William Hammett, qui deviendra président du think-tank au début des années 1980, l'ICEPS change de nom, et en même temps d'objectif : en devenant l'Institut Manhattan, il vise désormais en premier lieu les élites intellectuelles new-yorkaises, qu'il faut convertir aux vertus du reaganisme.

Les États-Unis préparent en effet la « *révolution conservatrice* » à venir, alors que le président démocrate Jimmy Carter vit ses dernières heures à la Maison-Blanche. Les néo-conservateurs regroupés autour de Ronald Reagan [9] et de George H. W. Bush, en passe de le remplacer, cherchent à développer un arsenal idéologique susceptible de légitimer la destruction de l'État providence prévue de longue date. Le Manhattan Institute va jouer ce rôle de fournisseur officiel d'idéologie libéralo-conservatrice. Il s'agit bien d'une idéologie, puisque les théories développées ne s'appuient pas sur des modèles scientifiques, mais plutôt sur un curieux mélange de prénotions pseudo-économiques et sociologiques. C'est le cas d'un des premiers ouvrages publiés par l'Institut, sous la plume de George Gilder. Cet ancien élève d'Henry Kissinger à Harvard a écrit plusieurs discours pour des personnalités politiques républicaines de premier plan, telles que Nelson Rockefeller, George Romney et Richard Nixon. À partir des années 1970, il s'intéresse subitement aux causes de la pauvreté et de la richesse aux États-Unis. Il publie *Sexual Suicide* en 1972, dans lequel il explique que la libération de la femme devrait amener à la fin de la race humaine, puisque tout homme qui n'est pas marié est par essence déstructuré. Ce qui permet de classer comme déviants tout ceux qui n'ont pas une pratique sexuelle « *traditionnelle* ». Dans *Visible Man*, paru en 1978, Gilder affirme que le racisme n'existe pas, que la société états-unienne est déjà « *post-raciste* » et que le pire ennemi de l'homme noir est en définitive lui-même, son mode de vie, sa famille éclatée et ses « *réflexes de ghetto* ». Une rhétorique qui lui permet d'arguer que les subventions fédérales ne font que perpétuer une société dans laquelle les Noirs « *mènent une vie déjantée en attendant la marée verte de chèques gouvernementaux* » [10].

C'est justement ce discours que cherche à promouvoir le Manhattan Institute.

En 1981, l'organisme lui dégotte donc une bourse de la Smith Richardson Foundation [11] afin qu'il rédige *Wealth and Poverty (Richesse et pauvreté)* qui vulgarise ses théories ultra-réactionnaires. George Gilder y explique que la source de la misère en Amérique se trouve dans « *l'anarchie familiale parmi les pauvres concentrés dans l'inner city* » entretenue par les aides sociales, dont l'effet est « *de pervertir le désir de travailler, de miner la famille patriarcale et d'éroder la ferveur religieuse, qui sont depuis toujours les trois ressorts de la prospérité* » [12]. Fort du soutien du Manhattan Institute, l'ouvrage est accueilli avec euphorie par la presse économique ultra-libérale, *The Economist* allant jusqu'à titrer « *Bénis soient ceux qui se font de l'argent* ». Il devient rapidement un best-seller, mais surtout le livre de chevet de Ronald Reagan. D'après une étude des discours prononcés par l'ancien président des États-Unis, George Gilder y serait l'auteur vivant le plus cité.



George Gilder

Le Manhattan Institute récidive l'année suivante. Alors que Ronald Reagan mène tambour battant sa révolution conservatrice ultra-libérale, le think-tank, où George Gilder anime désormais un séminaire, cherche un nouveau promoteur de ses théories racio-économiques. Son choix se porte sur l'universitaire jusque là inconnu Charles Murray. Ce dernier a envoyé l'un de ses articles à Irving Kristoll qui, intéressé par le caractère pamphlétaire du texte, contacte Michael Joyce, alors président de la Fondation Olin, et tente de rassembler des fonds pour transformer l'article en livre. William Hammett, devenu président du Manhattan Institute, accepte d'accueillir Murray au sein de la structure. Comme il l'écrit alors dans un mémo interne : « *chaque génération produit une poignée de livres dont l'impact est durable ; des livres qui changent les conceptions classiques de la façon dont le monde fonctionne (ou devrait fonctionner...)* Le *Losing Ground* de Charles Murray pourrait devenir un de ces livres. Et si c'est le cas, cela altèrera les termes du débat sur ce qui est peut-être la question politique la plus fascinante de notre temps : *l'État providence moderne* » [13]. L'Institut accorde donc 30 000 dollars et deux ans de tranquillité à l'auteur, qui publie en 1984, *Losing Ground : American Social Policy, 1950-1980 (Terrain perdu : la politique sociale américaine, 1950-1980)*. Selon Loïc Wacquant, ce texte « *tombe à point nommé pour donner une caution pseudo-savante à l'énergique politique de désengagement social menée par le gouvernement républicain (avec l'assentiment du Congrès à majorité démocrate)* ». L'argumentation est simple, voire simpliste : « *l'excessive générosité des politiques d'aide aux démunis serait responsable de la montée de la pauvreté en Amérique : elle récompense l'inactivité et induit la dégénérescence morale des classes populaires, et notamment ces unions "illégitimes" qui sont la cause ultime de tous les maux des sociétés modernes - dont les "violences urbaines"* » [14].

Malgré un grand nombre de non-sens logiques et d'erreurs empiriques soulevées par le sociologue Christopher Jencks, l'économiste Robert Greenstein, ou encore le prix Nobel James Tobin [15], l'ensemble de la presse fait de ce pamphlet un « classique » qu'elle place au centre des discussions sur l'aide sociale en Amérique. Il est vrai que le Manhattan Institute n'a pas lésiné sur sa

promotion : William Hammett en a fait envoyer 700 exemplaires aux journalistes, hommes politiques et universitaires « qui comptent » aux États-Unis, et a loué les services d'une experte en relation publique pour faire de l'auteur jusque là inconnu, Charles Murray, une véritable « bête médiatique ». Son objectif n'est pas de vendre l'ouvrage en librairie, mais d'en faire le centre des débats politiques. L'Institut organise même un symposium quelques mois plus tard autour de *Losing Ground*, pour lequel les participants, qu'ils soient journalistes, experts en politique publique ou spécialiste en sciences sociales, sont payés entre 500 et 1500 dollars.

La carrière de Charles Murray est lancée : en 1994, il publie *The Bell Curve : Intelligence and Class Structure in American Life (La Courbe en cloche : l'intelligence et la structure de classe dans la vie américaine)* [16], un « authentique traité de racisme savant (...) qui soutient que les inégalités raciales et de classe en Amérique reflètent les différences individuelles de "capacité cognitive" » [17]. Le quotient intellectuel, hérité génétiquement, déterminerait la réussite sociale, la capacité à réussir son mariage, à bien élever ses enfants, et à être un bon citoyen : « les enfants plus intelligents de toutes les classes sociales, même chez les plus pauvres, apprennent plus vite comment fonctionne l'État et sont plus susceptibles de s'informer et de discuter d'affaires politiques et d'y participer », écrit-il. À l'inverse, un QI faible augmente la propension au crime et donc la probabilité d'incarcération. On ne devient donc pas criminel parce qu'on souffre de privations matérielles (*deprived*), mais bien parce qu'on a des carences mentales et morales (*depraved*). Cette argumentation donne lieu à deux conclusions. Tout d'abord, il faut en déduire que si les minorités ethniques sont surreprésentées au sein de la population carcérale, ce n'est pas la conséquence de la montée des inégalités au sein de la société états-unienne, mais bien de leur plus faible quotient intellectuel. Deuxièmement, il s'ensuit que « l'État doit s'interdire d'intervenir dans la vie sociale pour tenter de réduire des inégalités fondées en nature, sous peine d'aggraver les maux qu'il tente de soulager en perpétuant "les perversions de l'idéal égalitarien apparu avec la Révolution française". Car "qu'elles soient jacobites [sic] ou léninistes, les tyrannies égalitaristes sont pire qu'inhumanitaires : elles sont inhumaines" » [18].



Charles Murray

Cette fois, Charles Murray est allé un peu trop loin pour le Manhattan Institute, qui refuse de mêler son nom au projet. La nouvelle icône des néo-conservateurs se fera donc héberger par l'American Enterprise Institute, avec la bénédiction d'Irving Kristoll. Cela n'empêche pas l'Institut de s'intéresser à la problématique : fin 1994, peu après la publication de son livre, le think-tank organise un dîner de gala pour honorer Murray et son dernier travail. À la tribune le politologue propose une explication génétique à la différence de 15 points entre le QI moyen des noirs et des blancs, critiquant au passage l'inutilité des programmes de discrimination positive.

Le Manhattan Institute s'intéresse ensuite à la question des « violences

*urbaines* », en popularisant pour la première fois la fumeuse doctrine dite « *de la vitre cassée* », formulée en 1982 par James Q. Wilson, le théoricien de la criminologie conservatrice, et George Kelling, dans un article publié par le magazine *Atlantic Monthly* [19]. Les auteurs y défendent l'idée que la lutte quotidienne contre les petits désordres (aujourd'hui appelés « *invicilités* ») permet de faire reculer les grandes pathologies criminelles.

Cette thèse intéresse particulièrement le procureur de New York, Rudolf Giuliani, qui assiste donc, au début des années 1990, à une conférence organisée par le Manhattan Institute. Le thème central défendu est que « *le caractère sacré des espaces publics est indispensable à la vie publique et, a contrario que le "désordre" dans lequel les classes pauvres se complaisent est le terreau naturel du crime* ». Le futur maire de New York, qui vient d'être battu aux élections municipales par le démocrate noir David Dinkins, y cherche les thèmes de sa campagne victorieuse de 1993. Ce sera la « *tolérance zéro* », une doctrine qui affirme que toute faute même mineure doit être sanctionnée, faute de quoi le délinquant se muera tôt ou tard en criminel, car « *qui vole un œuf, vole un bœuf* ». Dans la pratique, cela revient à poursuivre sans relâche les petits délinquants et à écarter les mendiants et les sans-abri du centre-ville pour les cantonner aux quartiers déshérités. Cet axe central de la campagne de Giuliani a l'avantage de plaire aux classes moyennes et supérieures de New York, qui sont justement celles qui votent. Répété à l'envi dans les colonnes de la nouvelle revue du Manhattan Institute, le *City Journal*, c'est ce thème qui va assurer, au finale, l'élection de l'ancien procureur républicain. Or, pour être appliquée, la « *tolérance zéro* » suppose que l'on renonce à toute proportionnalité entre la faute et les moyens mis en œuvre pour la réprimer. Cette doctrine ouvre donc la voie à une spirale de violence publique balayant sur son passage les libertés individuelles.

Une fois au pouvoir, Rudolf Giuliani applique l'arsenal idéologique élaboré, pour partie, au Manhattan Institute. Il s'appuie pour cela sur William Bratton, le responsable de la sécurité du métro de New York nommé chef de la police municipale [20]. En cinq ans, la ville augmente son budget de police de 40 %, jusqu'à atteindre 2,6 milliards de dollars. Elle embauche en même temps 12 000 nouveaux policiers, alors qu'au même moment, les services sociaux de la ville perdent un tiers de leur budget et 8 000 de leurs employés. Ce déploiement spectaculaire de moyens pour réprimer des infractions (tel que le recours à des hélicoptères et à plusieurs voitures de police pour interpellier un chauffard) marque les imaginations, mais détourne les forces de l'ordre de la répression du crime.

Le plus surprenant est que le résultat de cette politique est bien moins impressionnant que l'arsenal qu'il nécessite. Si l'on compare New York à San Diego, qui a eu recours à la « *police communautaire* », on constate qu'« *entre 1993 et 1996, la métropole californienne affiche une baisse de la criminalité identique à celle de New York, mais au prix d'un accroissement des effectifs policiers de seulement 6 %*. Le nombre d'arrestations effectuées par les forces de l'ordre diminue de 15 % en trois ans à San Diego alors qu'il augmente de 24 % à New York pour atteindre le chiffre faramineux de 314 292 personnes arrêtées en 1996 (...) Enfin, le volume des plaintes **contre** la police fléchit de 10 % sur les rives du Pacifique alors qu'il s'enfle de 60 % dans la ville de

*Giuliani* ». Cette hausse de la défiance de la population new-yorkaise, et surtout des Noirs, à l'encontre de sa police, est révélatrice du climat de « *guerre sociale* » qui est le corollaire de la « *tolérance zéro* ». Mais ces mauvais résultats n'ont pas découragé les partisans de ce système, qui ont ensuite diffusé le modèle new-yorkais un peu partout dans le monde. Après sa mise à pied par le maire de New-York, auquel il faisait apparemment trop d'ombre, William Bratton devient ainsi un consultant régulier du Manhattan Institute, mais aussi de nombreuses municipalités par le monde.

Les auteurs du Manhattan Institute continuent, tout au long des années 1990, de développer l'idéologie néo-conservatrice, fondée sur des préjugés raciaux et ethnocentriques, et notamment sur la supériorité du modèle de vie des États-Uniens blancs. Le discours est similaire à celui proposé, à la même époque, par de nombreux journalistes et experts français sur le caractère « *inassimilable* » de l'islam et sur la menace d'« *invasion* » que constitue l'immigration. Aux États-Unis, ce sont les populations noires et latinos qui sont particulièrement visées. Abigail Thernstrom, membre du Manhattan Institute, co-écrit ainsi un ouvrage avec son mari, le professeur d'Harvard Stephan Thernstrom, sur les ravages de la discrimination positive et intitulé *America in Black and White : One Nation Indivisible (L'Amérique en noir et blanc : une Nation indivisible)* [21]. Un livre financé par la John M. Olin Foundation, la Lynde and Harry Bradley Foundation, la Smith Richardson Foundation, la Earhart Foundation et la Carthage Foundation. Tamar Jacoby, lui aussi membre du Manhattan Institute, écrit la vanité de l'intégration à l'états-unienne dans *Someone Else's House : America's Unfulfilled Struggle for Integration (La maison d'un autre : la lutte inachevée de l'Amérique pour l'intégration)*, financé par la John M. Olin Foundation, la Joyce Foundation et la Smith Richardson Foundation. En 1993, Myron Magnet dénonce dans *The Dream and the Nightmare (Le rêve et le cauchemar)* la responsabilité de la contre-culture des années 1960 dans la création de l'*urban underclass* [22].

Les financements du Manhattan Institute sont variés, mais proviennent pour l'essentiel des organisations dites philanthropiques les plus réactionnaires [23], notamment la fondation Olin [24]. Son influence est importante à Washington où le think-tank sert autant de caution idéologique, que de boîte à idées. Il permet aussi, grâce à une grande maîtrise de l'art de la promotion, de préparer les médias et, par leur entremise, l'opinion publique, aux thèses les plus ultra-libérales et socialement rétrogrades. Ses théories en matière sociale sont en tout cas écoutées à la Maison-Blanche : John J. Diulio Jr et Stephen Goldsmith, tous deux membres du Manhattan Institute, ont ainsi été chargés par George W. Bush d'appliquer une vision défendue depuis longtemps par l'Institut. Celle qui consiste à désengager l'État de ses missions sociales, pour les confier aux congrégations religieuses.

Cette doctrine a été récemment relayée par l'influent Myron Magnet, du Manhattan Institute, dans un ouvrage intitulé *What Makes Charity Work ? A Century of Public and Private Philanthropy (Comment fonctionne la charité ? Un siècle de philanthropie publique et privée)*. Paru en 2001, juste après l'arrivée de George W. Bush à la Maison-Blanche, ce livre défend un système d'aide sociale fondée sur la charité et non sur la solidarité, qui serait plus efficace, moins chère et surtout plus noble. Un programme « *compassionnel* »

rapidement mis en œuvre par l'administration Bush après sa prise de fonction et la création à la Maison-Blanche du Bureau des initiatives basées sur la foi [25].

Censé promouvoir l'État minimum, le Manhattan Institute a montré le vrai visage du libertarisme : il a à la fois justifié le désengagement de l'État en matière sociale et son hypertrophie en matière de répression.

### Paul Labarique

---

[1] « [Friedrich von Hayek, pape de l'ultra-libéralisme](#) » par Denis Boneau, *Voltaire*, 4 mars 2004.

[2] *Thinking the unthinkable : think-tanks and the economic counter-revolution, 1931-1983*, de Richard Cockett, Fontana Press, 1995. Lors de la réforme de la CIA, qu'il entreprit en 1981, Casey promut l'activité de l'Agence sur le territoire US.

[3] *Les prisons de la misère*, de Loïc Wacquant, Raisons d'agir, 1999.

[4] *Anthony Fisher, Champion of Liberty* par Gerald Frost, Profile Books, 2002.

[5] Lewis (Lew) Lehrman est une importante figure du reaganisme triomphant. Dans les années 1980, il participe à la création de l'association Citizens for America, qui se définit comme « une ligue civique non partisane et non politique consacrée à la promotion de l'idée que l'American way of Life est l'essence du programme législatif de Reagan et que son triomphe est l'espoir de chaque famille, de chaque citoyen des États-Unis ».

[6] De 1947 à 1952, Irving Kristoll a dirigé *Commentary*, la revue quasi-officielle du [Congrès pour la liberté de la Culture](#), avant d'être remplacé par Norman Podhoretz. Son fils, William Kristoll, dirige actuellement la revue des « néo-cons », le *Weekly Standard*.

[7] Edwin J. Feulner est ensuite devenu président la Fondation Heritage. Voir « [Le prêt-à-penser de la Fondation Heritage](#) », *Voltaire*, 8 juin 2004.

[8] Charles H. Brunie est fondateur de Oppenheimer Capital et membre de la société du Mont-Pèlerin. Proche d'Alan Greenspan, il a également noué une amitié avec Milton Friedman à la fin des années 1960. Voir la [biographie de Charles H. Brunie](#) sur le site du Hudson Institute et le [discours de Roger Hertog](#) présentant Charles Brunie, lauréat du prix Alexander Hamilton 2003.

[9] « [Ronald Reagan contre l'Empire du Mal](#) », *Voltaire*, 7 juin 2004.

[10] Cité dans l'article « [Techno-tyrants](#) », par Emily White, *Seattle Weekly*, 14-20 octobre 1999.

[11] « [The 'Right' Books and Big Ideas](#) », par Eric Alterman, *The Nation*, 22 novembre 1999

[12] Cité par Loïc Wacquant, op.cit.

[13] Cité dans « [The 'Right' Books and Big Ideas](#) », op.cit.

[14] Cité par Loïc Wacquant, op.cit.

[15] Pour une réfutation des thèses de *Losing Ground*, voir *Les Oubliés de l'Amérique*, par William Julius Wilson, Déclée de Brouwer, 1995 (1ère éd. 1987).

[16] *The Bell Curve : Intelligence and Class Structure in American Life*, de Charles Murray et Richard Herrnstein, Free Press, 1994.



[17] Cité par Loïc Wacquant, op.cit.

[18] Cité in Loïc Wacquant, op.cit.

[19] La publication du livre de Georges Kelling, *Fixing Broken Windows : Restoring Order and Reducing Crime in Our Communities*, The Free Press, 1996, sera financée par le Center for Civic Initiative, le think-tank de Kelling où siège Richard Schwartz, le responsable des programmes de travail forcé de l'administration Giuliani et PDG d'Opportunity of America, une firme privée de « placement » des allocataires d'aides sociales dans des emplois.

[20] « William Bratton, VRP de la "tolérance zéro" », par Edgar González Ruiz, *Voltaire*, 30 août 2004.

[21] Pour une critique de cet ouvrage, voir « [Denying the Obvious The Fallacies of America in Black and White](#) », par Stephen Steinberg, Institute For Public Accuracy.

[22] « [The 'Right' Books and Big Ideas](#) », *The Nation*, op.cit.

[23] Pour une liste détaillée des financements de 1985 à 2002, voir le site de [Media Transparency](#).

[24] La [Fondation Olin](#) est créée en 1953 par l'industriel John Olin et financée, à partir de 1977, des carrières universitaires et politiques. Les fonds Olin ont ainsi permis le financement des activités de l'[American Enterprise Institute](#) mené par Norman Podhoretz et Irving Kristol, deux anciens directeurs de *Commentary*. Le continuateur du philosophe Leo Strauss, Allan Bloom, auteur de *The closing of the american mind*, un des « classiques » de la littérature néo-conservatrice, a bénéficié du soutien de la fondation dont le bastion est l'université John M. Olin (Chicago). Par ailleurs, l'ultra-conservatrice Fondation Olin a contribué à former des membres de l'administration Reagan comme Murray Weidenbaum et Martin Feldstein.

[25] Voir « [Pour Georges W. Bush, la foi tient lieu de politique](#) », *Voltaire*, 26 mars 2001.

## Voltaire

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

**Directeur de la publication** : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

**Prix au numéro** (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

### Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : [www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php) .

# Darfour : le mot « génocide » au cœur du débat

## Analyse

La représentante Ileana Ros-Lehtinen peste dans le *Jerusalem Post* contre les Européens, l'Assemblée générale de l'ONU et la Cour internationale de La Haye qui nient le droit des nations à se défendre, celui des États-Unis à mener la guerre au terrorisme et celui d'Israël de construire le Mur de séparation. Les imprécations de l'égérie républicaine manifestent le conflit persistant entre deux conceptions de droit. Pour les Européens et la majorité de la communauté internationale, les États sont des sujets de droit égaux qui doivent accepter de faire arbitrer leurs litiges ; pour les États d'élection divine, tels que se pensent les États-Unis et Israël, leurs propres intérêts de sécurité nationale l'emportent sur les droits des autres.

Sur place, on se débat avec des problèmes concrets : Mohammed El-Samhuri, conseiller du gouvernement palestinien, se réjouit dans l'*International Herald Tribune* des initiatives de la Banque mondiale pour remédier à la détresse économique des populations palestiniennes causée par le Mur de séparation. Mais, il souligne que ces efforts, aussi louables soient-ils, visent à résoudre les conséquences économiques d'un problème politique qu'ils occultent. Il ne faudrait pas que l'aide internationale se transforme en une approbation tacite d'une situation de fait.

Le négociateur palestinien Saeb Erekat se réjouit dans le *Guardian* des excellentes déclarations de Jack Straw condamnant l'extension des colonies israéliennes. Mais il se demande à quel moment les déclarations des Européens dépasseront le stade des belles paroles pour se transformer en actes.

Enfin, le négociateur Yossi Beilin relève dans le *Jerusalem Post* une récente

déclaration d'Ariel Sharon qui révèle les véritables intentions du Premier ministre. Il a demandé à ses ministres de ne plus évoquer la « feuille de route ». Ce qui montre, a posteriori, que le retrait unilatéral de Gaza n'a rien à voir avec le plan du Quatuor.

Gerard Henderson, ancien directeur de cabinet du Premier ministre australien, stigmatise dans *The Age* les propos de la nouvelle secrétaire générale d'Amnesty Internationale. Irene Khan, dont il n'est pas besoin de préciser qu'elle est une femme, asiatique et musulmane, s'est permise de mettre en cause les États de la Coalition au lieu de dénoncer les terroristes et les États voyous. Mais l'attentat de Jakarta rappelle à tous, y compris à Amnesty, l'existence de la menace terroriste. Cependant, contrairement à ce qu'écrit M. Henderson, Mme Khan ne se situe pas dans une optique pacifiste et irresponsable. Elle observe simplement la disproportion entre les crimes des États et ceux des terroristes. Cela aussi nous est rappelé par l'attentat de Jakarta.

Mark Brzezinski et Eric Rosenbach comparent la méthode Clinton en Bosnie et celle de Bush en Irak. Ils soulignent dans *l'International Herald Tribune* que le recours à une ample coalition internationale en Bosnie a légitimé la présence de forces de maintien de la paix, tandis que l'absence de soutien international en Irak désigne les GI's comme des occupants. De même, l'encadrement des anciens combattants bosniaques au sein d'une armée fantôme a contribué à les stabiliser, tandis que le licenciement des forces de Saddam Hussein en Irak a jeté des combattants dans la rue.

Morton Abrahamowitz et Samantha Power, qui multiplient les interventions publiques au nom de True Majority, dénoncent l'incurie du Conseil de sécurité face au génocide du Darfour. Ils plaident donc dans le *Washington Post* pour que les États en général (et les États-Unis en particulier) prennent leurs responsabilités et interviennent. Ce faisant, ils reprennent une rhétorique élaborée lors de la guerre du Kosovo, celle de la « guerre humanitaire » entreprise unilatéralement après constat de la carence onusienne. Le lecteur se souvient que Bill Clinton avait évoqué au Congrès un génocide au Kosovo ayant déjà fait « 300 000 morts » avant de lancer l'offensive de l'OTAN. Quatre ans plus tard, le Tribunal pénal international a ramené cette « estimation » à environ 3 000 morts. Au vu de cette expérience, est-on bien sûr qu'il y ait un génocide au Darfour ?

En vertu de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, ce qualificatif juridique enclenche une intervention internationale, note dans *Le Monde* le docteur Jean-Hervé Bradol, président de Médecins sans frontières. C'est pourquoi il convient aussi bien aux États-Unis, qui lorgnent sur cette région, qu'aux associations humanitaires qui justifient ainsi leur ingérence. Par ailleurs, « génocide » fait référence à la destruction volontaire d'un groupe déterminé de population, par opposition aux victimes indéterminées d'une guerre. Dans le cas du Darfour, utiliser ce terme valide l'analyse d'un affrontement entre Arabes et Noirs. C'est pourquoi il convient aux États-Unis et à certains Soudanais, qui tous ont une culture historiquement issue de l'esclavagisme. C'est ainsi que les uns et les autres en viennent à manier à tort le mot « génocide ».

**Réseau Voltaire**

## Ileana Ros-Lehtinen



Ileana Ros-Lehtinen est députée républicaine de Floride et préside le sous-comité sur le Moyen-Orient et l'Asie centrale de la Commission des Relations internationales de la Chambre des représentants. Militante anti-castriste, elle est aussi co-rédactrice d'un projet de loi prévoyant des sanctions économiques contre la Syrie et ouvrant la voie à une intervention militaire.

### « L'intransigeance de l'Union européenne »

Source : Jerusalem Post

Référence : « The European Union's intransigence », par Ileana Ros-Lehtinen, *Jerusalem Post*, 13 septembre 2004.

Après que les représentants de l'Union européenne eurent condamné la barrière de séparation d'Israël et voté contre elle à l'Assemblée générale de l'ONU, l'Union européenne a déclaré vouloir construire sa propre barrière. L'Union européenne pense construire un mur qui séparera ses nouveaux membres polonais et hongrois de la Russie, de la Biélorussie et de l'Ukraine pour lutter contre l'immigration. L'hypocrisie de l'Union européenne est incroyable car au moins Israël utilise cette barrière pour sauver des vies, pas pour se prémunir de la concurrence économique.

Quoi qu'il en soit, l'Union européenne continue de critiquer toutes les décisions d'Israël pour protéger ses citoyens. Pourtant, les positions européennes ont un impact plus large que le conflit israélo-palestinien. En soutenant la décision de la Cour de justice internationale, l'Union européenne a brisé le consensus international concernant le terrorisme après le 11 septembre, mais elle a également donné du poids aux attaques de la Cour contre le droit des États à se défendre, bien que ce droit soit reconnu par l'article 51 de la charte de l'ONU, un article que n'enfreint pas la barrière.

Le président **George W. Bush** s'est engagé dans une guerre totale contre le terrorisme et, le 24 juin 2004, il a fait comprendre que **Yasser Arafat** ne ferait pas exception à sa doctrine. Pourtant, depuis, Arafat et les responsables palestiniens continuent de saper les institutions internationales. La décision européenne ne fait que le renforcer. Nous devons faire comprendre aux terroristes qu'ils seront vaincus et à l'Union européenne que rien ne viendra nuire au droit des nations à se défendre.

## Mohammed El-Samhuri

Mohammed El-Samhuri est conseiller économique du ministère palestinien des Affaires étrangères.

### « Des demi-mesures n'empêcheront pas la crise »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Half measures won't loosen a chokehold », par Mohammed El-Samhuri, *International Herald Tribune*, 10 septembre 2004.

Si **Ariel Sharon** et ses stratèges continuent leur plan comme ils l'entendent, le mur de séparation de 360 kilomètres sera fini à la fin de l'année prochaine, comme le désengagement de Gaza. 3,6 millions de Palestiniens seront alors prisonniers dans leur propre pays. Malheureusement, les problèmes n'en resteront pas là puisque cette isolation physique s'accompagnera de graves problèmes économiques qui vont faire exploser le chômage et la pauvreté, malgré l'aide de la **Banque mondiale**.

La communauté internationale semble prendre conscience du problème et cette question sera à l'ordre du jour du sommet de la Banque mondiale le mois prochain. D'ores et déjà, la Banque mène des études pour « restructurer » et « réformer » le système d'emprisonnement israélien. L'approche de la Banque mondiale pose cependant problème car le vrai problème n'est pas de faciliter le commerce avec les Palestiniens pour empêcher une catastrophe économique, mais la négociation d'un accord qui permettra de mettre un terme pacifiquement au conflit dans la région. Si on perd de vue cet objectif, je crains que les mesures de la Banque mondiale ne servent l'institutionnalisation des mesures israéliennes.

## Saeb Erekat



Saeb Erekat est le négociateur en chef de l'OLP.

### « Quand la Grande-Bretagne et l'Europe vont-elles agir ? »

Source : The Guardian

Référence : « When will Britain and Europe act ? », par Saeb Erekat, *The Guardian*, 15 septembre 2004.

**Jack Straw**, le ministre des Affaires étrangères a exprimé sa préoccupation concernant l'extension des colonies israéliennes illégales en Cisjordanie. Les Palestiniens se réjouissent de cette déclaration, mais se demandent ce que le gouvernement britannique veut faire.

M. Straw a raison, les colonies sont un obstacle à la paix car elles s'étendent sur des terres confisquées qui fragmentent de façon stratégiques le territoire palestinien. M. Straw s'inquiète du risque de séparation de Jérusalem Est du

reste de la Cisjordanie par les colonies, mais cette séparation existe déjà et les Palestiniens de Jérusalem, chrétiens comme musulmans, y sont étranglés par le manque de ressources. Le Royaume-Uni a reconnu la validité du jugement de la Cour de justice internationale condamnant Israël, mais les colonies continuent de s'étendre.

Cette colonisation n'a rien de nouvelle, comme les protestations britanniques ne sont pas neuves non plus. Elles restent sans effets. Pour sauver la solution des deux États, il faut faire pression sur Israël, sans quoi Israël ne tiendra jamais compte de l'Union européenne et la crédibilité internationale des Européens continuera à s'éroder.

## Yossi Beilin



Yossi Beilin est ancien ministre de la justice israélien et l'un des principaux négociateurs des accords de Genève. Dissident du parti travailliste israélien, il est président du parti Yahad.

### « Sharon n'a jamais été sincère »

Source : Jerusalem Post

Référence : « Sharon was insincere from the start », par Yossi Beilin, *Jerusalem Post*, 13 septembre 2004.

Dans un récent conseil des ministres, **Ariel Sharon** a demandé à ses ministres de ne plus se référer à la « **feuille de route** », bien qu'il ait prétendu à M. **George W. Bush** que son plan de retrait de Gaza était une part de ce plan.

Pour ceux qui auraient oublié, la feuille de route a trois phases : premièrement, mettre en place des mesures pour restaurer la confiance, deuxièmement établir un État palestinien dans des frontières provisoires et, troisièmement, régler les dernières questions dans un statut final. Cet accord était censé être appliqué en 2005. Sharon espérait arriver à la deuxième phase, construire un État palestinien temporaire et laisser la situation telle qu'elle. Le conflit israélo-palestinien n'aurait plus été alors qu'un conflit frontalier, comme il en existe tant. Les Palestiniens souhaitaient eux arriver à la troisième étape, mais craignaient plus que tout de se retrouver coincés dans la seconde étape. Quand les Palestiniens ont compris que Sharon ne respecterait jamais la feuille de route, ils ont accepté le plan sans le négocier. Israël pour sa part a émis 101 réserves, puis les a rassemblées en 14 points après les protestations des États-Unis. En fait, personne ne voulait de ce plan.

Quand Sharon a affirmé que son retrait de Gaza se faisait dans le cadre de la feuille de route, il n'était pas sérieux. Il a décidé de cesser de jouer lors du dernier conseil des ministres. Sharon n'a voulu à aucun moment d'un accord avec les Palestiniens.

## Gerard Henderson



Gerard Henderson est directeur exécutif du Sydney Institute, un think tank australien. Il est ancien chef de cabinet de John Howard (1984-1986).

### « Ces idéologues ne croient pas au dialogue »

Source : The Age

Référence : « These ideologues do not believe in a dialogue », par Gerard Henderson, *The Age*, 14 septembre 2004.

Les leçons de la bombe de Jakarta semblent avoir été perdues lors du dernier discours d'Irene Khan, présidente d'**Amnesty International**. Elle y a dénoncé l'attitude des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de l'Australie au lieu de s'en prendre aux terroristes ou aux États voyous. Pour se justifier, Irene Khan a affirmé qu'Amnesty se focalisait toujours plus sur les actions des gouvernements car l'organisation estimait que c'était à eux de changer le cours des choses.

Malgré ce qui est arrivé à l'Australie et à la Russie, Khan n'a mentionné aucun groupe terroriste. Elle n'avait pas plus mentionné la Jemmah Islamiya après les attentats de Bali en 2002. Khan estime que les gouvernements devraient adopter une politique différente, mais elle ne précise pas avec qui ils pourraient négocier. Al Qaïda a toujours été clair sur ce point : il ne négocie pas. Si les islamistes gagnaient la guerre, Khan ferait ses discours sous une burka. Les responsables religieux australiens passent également plus de temps à condamner la situation en Irak qu'à traiter des questions morales où à dénoncer le terrorisme. Comme s'il n'y avait pas autant de justification morale à combattre l'islamisme qu'il y en avait à combattre le nazisme ou le communisme ! Ces trois mouvements sont pourtant des mouvements de masse, apocalyptiques et obsédés par la mort.

Il y a toujours eu en Occident des mouvements pacifistes, mais les démocraties ont survécu parce que les gouvernements n'ont pas suivi cette tradition. L'erreur vient de la non-compréhension du fait que certaines idéologies ne croient pas au dialogue. C'est la leçon des attentats de Jakarta.

## Mark Brzezinski, Eric Rosenbach

Mark Brzezinski est avocat à Washington au cabinet McGuireWoods. Il a été directeur pour les questions russes et eurasiennes puis pour celles d'Europe centrale et orientale au National Security Council sous l'administration Clinton

Ancien officier de renseignement militaire états-unien ayant servi quatre ans en Bosnie, Eric Rosenbach est consultant pour les questions de sécurité nationale du Belfer Center de l'université d'Harvard.

### « Après le succès en Bosnie, pourquoi un échec en Irak »

Source : International Herald Tribune

Référence : « After success in Bosnia, why failure in Iraq ? », par Mark Brzezinski et Eric Rosenbach, *International Herald Tribune*, 14 septembre 2004.

Plus de huit ans après son déploiement en Bosnie, l'OTAN a cédé la place à une petite force de l'Union européenne après avoir décidé que sa mission était accomplie. Bien que des tensions ethniques demeurent et que des questions administratives doivent encore être réglées, les Bosniaques peuvent maintenant se concentrer sur leur vie quotidienne. À ce titre, la différence avec l'Irak est saisissante : plus de 1000 soldats sont morts dans ce pays depuis que **George W. Bush** a annoncé la fin du conflit alors que pendant les 15 premiers mois de présence militaire en Bosnie, pas un seul soldat n'était mort.

La grande différence vient du fait que **Bill Clinton** était parvenu à constituer une grande coalition avec la Russie et l'OTAN pour reconstruire le pays, ce qui donnait une légitimité aux troupes étrangères. En outre, le nombre d'hommes déployés était important, ce qui augmente la sécurité des populations, mais aussi des troupes. La coalition avait également recruté les troupes locales pour éviter qu'elles ne recommencent à participer au combat. Ces hommes étaient payés à ne rien faire certes, mais au moins ils ne combattaient plus pour assurer leur subsistance.

Par arrogance, le **Pentagone** a rejeté ce plan qui avait pourtant fait ses preuves et en cela l'administration Bush est inexcusable. **Donald Rumsfeld** a refusé d'envoyer plus de troupes en Irak comme on lui avait demandé. **Paul Wolfowitz** et **L. Paul Bremer** ont dissout l'ancienne armée irakienne, formant ainsi des insurgés.

## Morton Abramowitz, Samantha Power

L'ambassadeur Morton Abramowitz est coprésident du groupe de travail indépendant sur la Corée du Nord du Council on Foreign Relations. Il est ancien président de la Carnegie Endowment for International Peace et ancien assistant au département d'État sur les questions de renseignement et de recherche. Il est membre

### « Un système cassé »

Source : Washington Post

Référence : « A Broken System », par Morton Abramowitz et Samantha Power, *Washington Post*, 13 septembre 2004.

Tous les jours, des commentateurs dans la presse accusent le monde ou les États-Unis d'inaction au Darfour. La télévision en parle, les ONG comme **Human Right Watch** et l'**International Crisis Group** ont publié des rapports demandant une réaction. **Kofi Annan**, **Colin Powell** et **Jack Straw** se sont rendus dans la région et des membres du Congrès y vont régulièrement. Ces réactions



de la Century Foundation.



Samantha Power est professeur de politique publique à la Kennedy School of Government de l'université d'Harvard. Elle est l'auteur de *A Problem From Hell : America and the Age of Genocide*, pour lequel elle a reçu le Prix Pulitzer.

## Jean-Hervé Bradol



Médecin, Jean-Hervé Bradol est président de Médecins sans frontières.

ont poussé les gouvernements à fournir une aide humanitaire, mais ils n'ont pas accru la sécurité des populations et la situation empire.

Pourquoi le monde ne parvient-il pas à s'attaquer au problème du Darfour ? Le problème est que les puissances majeures et mineures ne sont prêtes à s'attaquer à ces questions que quand cela a un intérêt pour eux. Si la question n'entre pas dans leur intérêt national, elles ne veulent pas prendre de risques potentiels. S'il n'y a pas assez de morts, s'il y a une aide humanitaire et que cela évite qu'il y ait trop de morts et si le Conseil de sécurité de l'ONU est bloqué, aucune action n'est entreprise. Le système international est cassé et il faut que des États aient le courage d'assumer le coût politique d'une action.

## « D'un génocide à l'autre ? »

Source : Le Monde

Référence : « D'un génocide à l'autre ? », par Jean-Hervé Bradol, *Le Monde*, 14 septembre 2004.

En juin 1994, Donald Steinberg, membre du **National Security Council**, estimait que ce qui se passait au Rwanda était un génocide, mais il refusait d'employer le terme car cela aurait obligé les États-Unis à intervenir en vertu de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (1948) et la récente débâcle des États-Unis en Somalie les avaient conduit à décider de limiter leurs interventions militaires extérieures à la stricte défense de leurs intérêts vitaux. Agir pour mettre fin à l'extermination des Rwandais tutsis n'entraîne pas dans ce cadre. En juillet 2004, le Congrès américain a adopté à l'unanimité une résolution qualifiant les événements du Darfour de génocide, une expression reprise par **Colin Powell** le 9 septembre. Les États-Unis ont changé, en dix ans, leur perception des menaces pesant sur leur sécurité nationale et le régime soudanais figure en bonne place sur la liste des ennemis du pays.

L'emploi du mot « génocide » est un acte opportuniste évident, mais il pourrait néanmoins trouver sa légitimité dans une lecture scrupuleuse du droit pénal international puisque selon la Convention de 1948, les massacres commis au Darfour par les milices progouvernementales et l'armée doivent procéder de « *l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux* ». Pour les partisans de l'emploi du mot génocide, l'action des milices « arabes » vise la destruction des tribus « africaines ».

L'argumentation de cette thèse suppose l'existence d'un Soudan peuplé par les

représentants de deux races : les Noirs et les Arabes. La notion de race, au sens biologique du terme, abandonnée depuis plusieurs décennies, opère ainsi un retour en force et ceux qui affirment que cette notion n'est pas pertinente ou qu'elle est dangereuse s'exposent à une réponse mettant en relief l'adhésion massive et spontanée des Soudanais à une division raciale de la société. La popularité de l'idée de race au Soudan, ainsi qu'aux États-Unis, deux pays au passé esclavagiste conservant un usage quotidien des catégories raciales, est indéniable et donne une claire indication de l'influence néfaste que continue d'exercer sur les décisions politiques un capital culturel hérité d'un passé raciste et esclavagiste. On notera toutefois que les lois soudanaises ne portent pas traces de cette distinction. Les limites de la démonstration ne s'arrêtent pas à la nécessité de réhabiliter la notion de race pour soutenir la thèse d'un génocide au Darfour. Il manque cruellement d'intention affichée de détruire un groupe humain.

Toutefois, malgré ses faiblesses, la thèse du génocide au Darfour rencontre un véritable succès au sein des organisations de défense des Droits de l'homme et des organismes humanitaires pour des questions politiques : cela va dans le sens de la constitution d'un droit d'ingérence, voulu par beaucoup et perçu comme s'imposant trop lentement en raison de l'inertie des grandes puissances au Conseil de sécurité de l'ONU. Or, la qualification de génocide induit clairement une obligation d'intervention. Aussi, si la qualification de génocide appliquée aux crimes commis au Darfour permet d'obtenir l'effet escompté - une imposition du droit, par la force si besoin -, la contrainte de devoir qualifier à l'identique les événements au Rwanda et au Soudan pourtant fort dissemblables devient secondaire.

L'indépendance est essentielle au secouriste humanitaire pour être perçu par les belligérants comme ne participant pas aux hostilités. Le respect de ce principe impose de ne pas faire siens les projets visant à l'établissement d'un nouvel ordre politique international.